REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 03 au 09 mai 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale.....2
- Interview | Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien
- Madagascar : A firm partner of India
- Le SG de la COI sera prochainement à Madagascar

1.2 Economie.....9
- L'île Maurice, une réussite fragile

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....11
- Maurice-Chine : Alan Ganoo souhaite une relation florissante pour les 50 prochaines années
- Forum économique Japon-Afrique Dhoulkamal plaide pour un partenariat international renforcé

2.2 Energie.....13
- Consommation électrique par habitant : La Réunion, meilleure élève parmi les DOM
- Crise énergétique : Omnicane envisage d'abandonner le charbon

2.3 Economie..... 15
- New Zealand HC discusses economic issues with finance minister
- Appui au développement – Le projet Fandroso satisfait les promoteurs

2.4 Tourisme.....17
- Nosy-Be : Promotion de la destination dans « 50 minutes Inside »

2.5 Environnement.....18
- Conservationists track 'Mario' and 'Norbet' around Fregate in Seychelles

Interview | Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien



Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien : « L'impact de la guerre en Ukraine confirme la pertinence et la valeur ajoutée des circuits régionaux d'échanges, de commerce et de production »

Quel sera l'impact de la guerre en Ukraine sur nos économies insulaires ? Voilà une question qui préoccupe les décideurs politiques et économiques de la zone. Dans cet entretien, le Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) et économiste de formation, nous partage son analyse des répercussions de ce conflit sur notre région et met en perspective les enjeux auxquels nous devons répondre.

1-Face aux répercussions de la guerre en Ukraine sur leur économie, les gouvernements et les collectivités de nos territoires se mobilisent, mais chacun de leur côté. Selon vous, une stratégie de riposte régionale est-elle envisageable ?

Pour nos territoires, les échanges commerciaux avec la Russie et l'Ukraine sont d'un volume limité mais ils peuvent être stratégiques (importations alimentaires, notamment céréalières). La perturbation des chaînes d'approvisionnement due au conflit ou aux sanctions pourrait entraîner des difficultés d'approvisionnement. Certains territoires (Seychelles, Maurice, …) devraient être affectés par la baisse des recettes du tourisme venant de Russie et d'Ukraine.
La guerre en Ukraine est un nouveau choc qui s'ajoute aux contrecoups de la pandémie. C'est un frein à la reprise. L'impact de la guerre en Ukraine

confirme la pertinence et la valeur ajoutée des circuits régionaux d'échanges, de commerce, de production, ce qu'avait déjà montré la pandémie de Covid-19.
Globalement, les réponses sont à bâtir au niveau national en mobilisant les acteurs économiques et en soutenant la recherche de fournisseurs plus compétitifs et de nouveaux marchés porteurs. Les États de la région ont ici tous intérêt à coopérer davantage sur les plans économique et commercial, bilatéral et multilatéral. On peut effectivement penser à une stratégie régionale d'atténuation plutôt que de riposte. Mais cette stratégie doit échapper à la conjoncture et s'imposer comme un élément structurel des politiques économiques nationales : la régionalisation, par le raffermissement des liens économiques et commerciaux, les complémentarités des économies, leurs avantages comparatifs, est sans doute l'une des réponses à apporter.

1-Dans quelle mesure la COI peut-elle intervenir pour soutenir les États et les populations en cette période difficile ?

La COI intervient à la demande des États, selon la feuille de route qui lui est donnée et les moyens qu'elle peut mobiliser auprès des partenaires. La COI apporte essentiellement des soutiens qui s'inscrivent sur le temps long et non sur le très court-terme d'une période difficile telle que celle-ci.
C'est dans ce sens que nous engageons les parties prenantes nationales et régionales sur un ensemble de sujets. La connectivité régionale, aérienne, maritime et numérique, est un enjeu structurant. Sur le numérique, des résultats sont atteints, notamment avec la mise en opération du câble METISS. Sur le plan maritime, la COI, avec le soutien du Japon, rassemble les acteurs de la région, dont Cap Business océan Indien, l'Association des ports des îles de l'océan Indien et l'Association de gestion des ports d'Afrique australe et orientale pour identifier les moyens d'améliorer la compétitivité du transport maritime. Je note aussi avec satisfaction que l'Association des exportateurs mauriciens pose la question d'un système régional de cabotage maritime.
Il y a aussi l'enjeu de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le potentiel de production existe, dans chacune des îles. C'est aussi un potentiel d'échanges de denrées alimentaires, de transformation de produits agroalimentaires et de redécouverte de production sinon oubliée au moins négligée. Une stratégie régionale est une chose mais il faudrait qu'elle soit pleinement appropriée par les États et que les conditions de sa mise en œuvre soient assurées : réglementation, coûts compétitifs, partenariats public-privé…

1-Hausses des prix du fret, du pétrole et des denrées alimentaires… Comment analysez-vous l'impact des tendances inflationnistes qui s'annoncent dans nos territoires ?

Une majorité des économies est fragilisée par la hausse des cours des hydrocarbures et des matières premières agricoles. Depuis le début du conflit, le cours du baril de Brent a dépassé la barre de 100 USD. Par ailleurs, le conflit accentue la tendance à la hausse du cours du blé observée depuis mi-2021 : la hausse entre début janvier 2022 et le 11 mars atteint 40%. La hausse conjuguée des cours des hydrocarbures et des céréales pourrait fragiliser nos économies par plusieurs canaux. D'abord, l'impact inflationniste est plus fort que dans les pays développés car les carburants et l'alimentation pèsent lourd dans le panier de consommation moyen. La hausse des prix mondiaux des matières premières affectera fortement le pouvoir d'achat des populations ainsi que les coûts de production locaux.
Ensuite, la pression exercée sur les prix laissera moins de marge de manœuvre aux banques centrales pour mener une politique monétaire souple et la pression pour augmenter les taux directeurs devrait s'intensifier alors que, jusqu'à présent, la nature fragile de la reprise économique et la faiblesse des pressions de demande sur les prix ont contribué à un resserrement modéré des politiques monétaires. De plus, des taux d'intérêt plus élevée dans les économies développées se diffusent dans les pays en développement car les banques centrales de ces pays préservent des différentiels de taux d'intérêt positifs pour attirer les entrées de portefeuille, notamment dans le marché obligataire. On peut craindre rapidement une récession venant d'Europe.
Des perspectives de croissance plus faibles pour les pays non producteurs d'hydrocarbures conjuguées à des taux d'intérêt plus élevées exerceraient une pression importante sur les finances publiques, en augmentant les coûts d'emprunt internes et externes. Parallèlement, les subventions sur les carburants et les céréales sont présentes dans la majorité des pays, avec un coût déjà élevé qui s'alourdira, dans un contexte de dégradation des finances publiques liée à la crise Covid-19.
L'impact direct sur le pouvoir d'achat des populations ainsi que les contraintes budgétaires accrues des États pourraient être source de tensions sociales importantes. La dégradation induite des finances publiques pourrait en effet freiner les investissements publics et les dépenses sociales dans un contexte d'endettement élevé de nombreux États.

1-Selon vous, quels seront les secteurs les plus durement touchés si la crise perdure ?

Tous les secteurs qui dépendent de l'importation des matières premières, comme l'agroalimentaire, ou de produits finis comme la construction. Le tourisme aussi en pâtira à nouveau d'autant que nos principaux marchés sont en Europe. Le coût du transport aérien pourrait rendre nos destinations moins attractives à moins qu'on opte pour une approche commune pour gagner des points de compétitivité. C'est le produit Indianocéanie qui pourrait être promu plutôt que des destinations concurrentes pourtant complémentaires. C'est tout l'objet de l'Association des îles Vanille. C'était aussi l'ambition de l'Alliance Vanille des transporteurs aériens lancée en

2016 sous l'égide de la COI. Mais la logique qui prévaut est celle de la concurrence plutôt que celle des synergies et des partenariats…
Surtout, il faut bien voir que nos îles sont trop vulnérables aux chocs exogènes si bien que la plupart des chaînes de valeur sera affectée.

1-Dans quelle mesure est-ce qu'une coopération économique renforcée entre les acteurs privés pourrait nous rendre plus résilients à l'avenir ?

Les entreprises créent des richesses, de l'emploi. Ils sont le cheval fort et volontaire qui tire la charrette, disait Churchill. Une coopération plus poussée entre les acteurs économiques de la région est nécessaire pour créer des chaînes de valeur régionale qui pourront mieux tenir face aux chocs externes. Il y a l'opportunité de créer de la valeur ajoutée au niveau régional.
Et puis la résilience est aussi sujette à un dialogue public-privé renforcé et à des partenariats qui innovent. C'est tout l'objet de notre partenariat avec Cap Business océan Indien qui est en mesure de jouer un rôle important dans la création d'un espace régional d'opportunités, d'échanges, de synergies et de croissance. Je plaide aussi pour que le secteur privé investisse, aux côtés et en complémentarité des Etats, dans la formation professionnelle et technique. Notre première richesse, ce sont nos ressources humaines. Les projections démographiques indiquent que 9 millions de jeunes intègreront le marché du travail régional dans seulement dix ans ! C'est un défi considérable autant qu'une opportunité. Il nous faut former pour disposer des compétences nécessaires à la croissance, à l'innovation, à la résilience. La formation professionnelle est un investissement gagnant.

Madagascar : A firm partner of India

As part of the western Indian Ocean, Madagascar is close to three of India's closest partners in the region, Mauritius, Seychelles and Mozambique.



Madagascar has been supportive of Indian efforts to deal with nontraditional threats including climate change.

By Amb Gurjit Singh

The visit in late April of Madagascar Foreign Minister Richard Randriamandrato to India revitalized the India-Madagascar relationship in diverse ways. This is the first foreign ministerial visit from Madagascar to India in years.The visit of the President of India, Shri Ram Nath Kovind to Madagascar on 14-15 March 2018, opened a new period of cooperation.

Since then, the Madagascar Minister of National Defence visited India in February 2020, for the India-Africa Defence Ministers Conclave and Indian-Ocean Region Defence Ministers Conclave, in February 2021.The chief of the Malagasy Navy visited India in June 2018 and November 2021, being part of maritime symposia, and conclaves. The mayor of Antananarivo was a distinguished visitor in November 2021. Thus, with the visit of the foreign minister, the intensification of India-Madagascar relations is abundantly clear.

The Madagascar President participated in the third India Africa Forum summit 2015. The decisions of that summit were wide ranging to expand the India Africa partnership. This is brought out in detail in a new book The Harambee Factor:India-Africa Economic and Development Partnership by the Indian Council of World Affairs.

The book shows how diverse and deep the Indian partnership with Africa is and how India has been building relationships and partnerships by

promoting capacity building in human resource development and getting better control of their own destinies in India-African partners.
One significant result of the IAFS was the establishment of the Centre for Geo-Informatics applications in Rural Development, (CGARD) in Madagascar. This was inaugurated in March 2018 by the Presidents of both countries. This is an extremely useful partnership model where India provided the software and the Madagascar government provided the local logistics and support leading to a successful implementation for a three years period till March 2021. Madagascar continues to operate this centre under the supervision of the Ministry of Agriculture. This is a true example of how India builds institutions for its African partners.
The CGARD trains the use of remote sensing technology for mapping natural resources in Madagascar. It covers agriculture, minerals, forest, marine resources and helps in early warning of disasters. It is the only such centre that India established in Africa so far. This model of cooperation is elaborated in the Harambee Factor, a new book on India-Africa cooperation, by former Ambassador Gurjit Singh. It seeks to show that the manner of India working with its African partners like Madagascar is different from others.
Madagascar is an important strategic country. It is the largest and most populous island (27 million) in the Indian Ocean located in the South western Indian Ocean. It has been a part of the Indian Ocean Rim Association, where it often exchanges views with India. Subsequently, Madagascar has supported India's entry into Indian Ocean Commission as an observer in March 2020 and the Djibouti code of conduct in August 2020. Madagascar is the current chair of the Indian Ocean Commission. Madagascar's Foreign Minister during his visit to Delhi called Indo-Pacific a legitimate vision and batted for peaceful military ties with India. He mentioned that they would look forward to Indian participation in the IOC summit inJune 2022.
Suite de l'article

Le Secrétaire Général de la Commission de l'océan Indien, Vêlayoudom Marimoutou, sera prochainement en visite à Madagascar. Ce sera une occasion pour les Etats membres d'échanger sur le sujet de la Francophonie dans la sous-région océan Indien, indique-t-on. Jeudi, une rencontre entre le Ministre des Affaires étrangères, Richard Randriamandrato et l'Ambassadeur Léonard-Emile Ognimba, Représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie pour l'Océan Indien a eu lieu. Les deux personnalités ont discité du raffermissement de la coopération et du renforcement des interventions dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation et la santé, afin de favoriser davantage un impact direct sur la vie de la population.

L'île Maurice, une réussite fragile

Par Patrick Ferras, président de l'association Stratégies africaines et enseignant à IRIS Sup'.



Les récentes manifestations sociales qui se sont déroulées dans la capitale Port-Louis et plusieurs autres villes (20 avril 2022) ont montré la difficulté pour l'économie mauricienne de reprendre sa marche en avant interrompue principalement par la pandémie de la Covid-19. Le coût de la vie est très élevé, car lié essentiellement aux importations. La situation ne devrait donc pas s'améliorer tant les incertitudes mondiales vont continuer à engendrer des augmentations sur le prix de l'essence, du gaz et de l'alimentation. La baisse du tourisme et ses conséquences sur le chômage ne sont pas étrangères aux revendications des manifestants. Le malaise social reste profond et c'est un « *cocktail de frustrations* [1] » qui s'est exprimé ces derniers jours.

Pourtant l'île Maurice, un État africain, reste un symbole de la réussite, voire une exception par rapport au continent. Forte d'une faible population de 1.3 million d'habitants, elle affiche depuis longtemps des données intéressantes sur le plan économique. Malgré une baisse significative de sa croissance due à la Covid-19, son produit intérieur brut par habitant (8 627 dollars US) reste le second du continent derrière les Seychelles (10 764dollars US) [2]. L'indice de développement humain du pays est le plus élevé d'Afrique (IDH de 0.804 en 2021) et l'île Maurice maintient une économie au revenu élevé selon les critères de la Banque mondiale. Elle reste une destination privilégiée pour les investissements directs à l'étranger (IDE) [3]. L'Agence française de développement (AFD) accompagne notamment le secteur public, mais aussi le secteur privé au travers de prêts et de projets [4].

Sa population est multiethnique et multiconfessionnelle. La religion principale est l'hindouisme. La crise sanitaire a souligné l'efficacité des mesures gouvernementales et la vaccination de sa population est proche de 80 %. Indépendante depuis 1968, l'île Maurice est considérée comme une

« pleine démocratie » et prend la première place en Afrique [5]. Elle devance le Botswana, le Cap-Vert, l'Afrique du Sud et la Namibie [6]. L'Inde demeure un partenaire privilégié pour la République de Maurice [7]. Suite à l'avis consultatif rendu par la Cour Internationale de Justice (25 février 2019), l'Assemblée générale des Nations unies a acté que l'archipel des Chagos faisait partie intégrante du territoire mauricien et que le Royaume-Uni devait rendre rapidement l'archipel à Maurice [8]. Située à 2 100 kms de Maurice, la plus grande des îles, Diégo Garcia, abrite des installations militaires américaines.

Membre de l'Union africaine, Maurice fait partie sur le plan régional de la Communauté de développement de l'Afrique australe et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe. Elle appartient à la fois à l'Organisation internationale de la Francophonie et au Commonwealth. Son dynamisme est particulièrement visible au sein de la Commission de l'océan indien (COI – créée en 1982) dont elle accueille le siège. Cette organisation intergouvernementale comprend l'Union des Comores, les Seychelles, Madagascar et la Réunion (France). La COI est exclusivement composée d'îles et s'appuie sur des projets de coopération régionale. Il s'agit de la seule organisation africaine dont la France est membre. Elle est géographiquement partie prenante de l'espace indopacifique qui alimente plusieurs stratégies actuelles (France, Union européenne…). Depuis 2013, la COI est responsable de la montée en puissance de l'architecture régionale de sécurité maritime au travers du programme MASE [9] (Maritime Security) et notamment de la mise en place de deux centres régionaux de coordination opérationnelle (Seychelles) et de fusion des informations maritimes (Madagascar).

L'ile Maurice, État insulaire, joue un rôle fondamental dans la partie ouest d'un espace stratégique pour le XXIe siècle. Point d'appui historique sur la route des Indes, elle continue d'attirer les grandes puissances (Chine, Japon, Inde [10], UE, France…) par son positionnement stratégique et sa vaste zone économique exclusive aux richesses importantes. Son atout majeur réside dans cette zone maritime dans la mesure où les ressources de ses terres sont limitées. Elle se situe à un tournant décisif de son histoire et va devoir construire son avenir autour d'une stratégie globale centrée sur l'économie bleue [11] tout en résistant aux puissances extérieures. À l'instar de beaucoup d'États, il lui reste, en politique intérieure, à concilier le respect de l'environnement avec la prise en compte d'enjeux sociaux majeurs pour s'acheminer vers une « *transition juste* [12]».

Maurice-Chine : Alan Ganoo souhaite une relation florissante pour les 50 prochaines années



« Maurice et la Chine entrent maintenant dans une relation amicale et florissante pour les 50 prochaines années. » Propos tenus par Alan Ganoo, ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, lors d'une cérémonie pour commémorer le 50e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre Maurice et la Chine au Clos St Louis, à Domaine Les Pailles, le vendredi 6 mai. Alan Ganoo a mis l'accent sur les nombreux accords signés entre les deux pays et a salué les investissements chinois dans plusieurs secteurs de l'économie mauricienne car le pays offre un environnement économiquement, politiquement et socialement stable.

Le président de la République, Pradeep Roopun, a exprimé le souhait que le ministère des Affaires étrangères, les deux ambassades et d'autres agences telles que l'Economic Development Board utilisent tous les moyens disponibles pour sensibiliser et créer un environnement propice à une utilisation optimale du Free Trade Agreement (FTA). « Avec le conflit russo-ukrainien, il fallait consolider la relation Maurice-Chine pour mieux préparer l'avenir », a, de son côté, avancé Liying Zhu, ambassadeur de Chine à Maurice.

Forum économique Japon-Afrique I Dhoulkamal plaide pour un partenariat international renforcé



"L'économie bleue et la sécurité alimentaire doivent être au cœur de nos préoccupations dans tous les Forums diplomatiques et économiques", a souligné le ministre des affaires étrangères Dhoihir Dhoulkamal dans son discours au forum économique Japon Afrique au Kenya. Le chef de la diplomatie comorienne a, par ailleurs, rencontré le ministre d'Etat à l'Economie, au Commerce et à l'Industrie du Japon Hosoda H Kenichi avec qui ils ont échangé sur de nombreux aspects de la coopération économique.

La réunion plénière du deuxième Forum économique public-privé entre le Japon et l'Afrique a eu lieu le 3 mai dernier à Nairobi au Kenya. Plusieurs ministres des Affaires étrangères et de l'Economie du continent ont pris part à ce rendez-vous. Le chef de la diplomatie comorienne, accompagné du directeur général de la coopération, Imam Abdillah, a participé à ce forum. Dans son discours, Dhoihir Dhoulkamal s'est alarmé sur les chocs exogènes à l'origine de la vulnérabilité des pays du sud. "Les économies mondiales traversent des moments difficiles, notamment pour les petits Etats insulaires en développement, qui sont déjà en situation de vulnérabilité structurelle", et de poursuivre que "devant ce tableau inquiétant, le partenariat international est plus que jamais important", dira-t-il.

Dhoihir Dhoulkamal a ensuite mis l'accent sur le développement de l'économie bleue. "L'Union des Comores qui s'est dotée d'un plan Comores émergentes à l'horizon 2030, s'inscrit résolument dans cette dynamique de coopération pour le développement, avec un accent sur le développement bleu et vert, à travers la production agricole, l'industrie de la pêche et les infrastructures portuaires. C'est dire que l'économie bleue et la sécurité alimentaire doivent être au cœur de nos préoccupations dans tous les Fora diplomatiques et économiques", a-t-il plaidé devant ses homologues du continent et du pays organisateur, le Japon. **Suite de l'article**

Consommation électrique par habitant : La Réunion, meilleure élève parmi les DOM



Ce dimanche 8 mai 2022, l'Observatoire de l'énergie à La Réunion, en partenariat avec EDF Réunion, a présenté les chiffres de la situation énergétique dans notre département. L'observatoire de l'énergie à La Réunion présente, chaque année depuis 16 ans, les chiffres de la situation énergétique de La Réunion via le Bilan Énergétique de La Réunion. Les données présentées s'appuient les chiffres provenant des acteurs de l'énergie à La Réunion ainsi que les acteurs institutionnels (EDF, SIDELEC, Albioma, producteur électrique divers, etc.) Nous publions ci-dessous leur communiqué. (Photo d'illustration : rb/www.ipreunion.com)

En 2020, la consommation moyenne par abonné était de 3,56 MWh et de 3,54 MWh en 2021 (source : EDF). Par abonné, il est entendu le nombre de foyer disposant d'un compteur électrique. Cela représente une consommation de 1,48 MWh par Réunionnais en 2020, et de 1,50 MWh en 2021. Alors qu'en hexagone, la consommation moyenne par habitant s'élève à 2,2 MWh.

Si comparaison il doit y avoir entre La Réunion et d'autres territoires, ce serait avec les Zones Non Interconnectées. Les ZNI doivent assurer un équilibre permanent entre leur production d'énergie et leur consommation. L'électricité consommée dans les zones non interconnectées doit être produite localement : en totalité pour les DOM-COM, en grande partie pour la Corse. Les ZNI n'ayant pas accès à la principale source de production d'électricité utilisée dans l'Hexagone, le nucléaire, ils sont contraints d'utiliser majoritairement les produits pétroliers et le charbon pour la fourniture de l'électricité. De plus, du fait de leur insularité, l'approvisionnement énergétique est contraint et repose en grande majorité sur les énergies fossiles. L'importance des produits pétroliers dans le mix énergétique primaire est liée en grande majorité au secteur des transports.

Crise énergétique : Omnicane envisage d'abandonner le charbon



Dans leur accord, Omnicane et le CEB se partagent les coûts si les prix des intrants flambent à l'international.
La crise énergétique qui sévit avec la flambée du prix du charbon et celui de l'huile lourde contraint des Independent Power Producers à se réinventer. Omnicane, qui produit de l'électricité pour la vendre au Central Electricity Board, songe à en fabriquer uniquement à partir de sources d'énergie non polluantes. Elle a déjà entamé des recherches.
«Il faut envisager la transition énergétique et voir comment arrêter d'utiliser du charbon. » Propos de Jacques d'Unienville, Chief Executive Officer d'Omnicane qui opère deux centrales de production d'électricité pour le compte du Central Electricity Board (CEB) : Omnicane Thermal Energy Operations (La Baraque Ltd) et Omnicane Thermal Energy Operations (St Aubin).
Sa déclaration intervient dans le cadre du litige qui oppose l'organisme parapublic à l'Independent Power Producer (IPP) Terragen qui dit ne plus être en mesure d'assurer la production d'électricité à cause de la flambée du prix du charbon sur le marché international. La situation, selon les représentants de Terragen, pèse lourd dans les finances de l'entreprise. Celle-ci a indiqué en cour qu'elle essuie des pertes de Rs 2 millions à Rs 3 millions par jour.
La hausse du prix du charbon résultant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine complique la situation pour les producteurs d'électricité. Omnicane n'est pas en reste, à en croire Jacques d'Unienville. « Oui. Nous sommes frappés par cette crise, mais bon, cela concerne un peu tout le monde », dit-il.
Omnicane pourrait-elle se retrouver dans la même situation que Terragen ? Non, répond le CEO de la compagnie sucrière, pour la simple et bonne raison que contrairement à l'IPP, Omnicane a fait en sorte que les coûts soient partagés entre elle et le CEB en cas de flambée des prix des intrants sur le marché international. **Suite de l'article**

Lire aussi : https://lexpress.mg/09/05/2022/energie-pas-encore-de-signature-pour-volobe/

New Zealand HC discusses economic issues with finance minister



Minister Hassan (second right) and HC Upton (centre) in a souvenir photo with secretary of state within the Ministry of Finance, National Planning and Trade, Patrick Payet; and principal secretary for national planning Elizabeth Agathine (Photo: Contribut

A wide range of economic-related issues were discussed when newly accredited New Zealand High Commissioner Designate H.E. Michael Upton called on Minister Naadir Hassan yesterday.

The Minister of Finance, National Planning and Trade received HC Upton at his office at Liberty House.
Discussions during the meeting focused on the economy, climate change and adaptation, limited sources of financing available, investment in infrastructure, the banking sector, Anti-Money Laundering/Combating the Financing of Terrorism work being undertaken to meet international standards as well as other issues impacting on the cost of living.
Minister Hassan noted that due to the current fiscal consolidation required to ensure the country's debt goes back to a sustainable pathway, there was limited fiscal space for investment in key infrastructures. Moreover, access to concessionary financing is limited due to Seychelles 'high income' status.
"As a small island state, vulnerable to many external shocks, Seychelles should not be penalised for managing its affairs properly. Because of its 'high income' status, we are not able to access concessionary loans," said Minister Hassan.
Minister Hassan further pointed out that the main challenge facing the government is the high cost of living, emanating from supply chain issues caused by the Covid-19 crisis and also the impact of the Ukraine war on commodity prices.
"Seychelles as a small island state is dependent on importation which does not benefit from economies of scale, is bearing the brunt of the high cost of commodities on the international market. Inflation is continuing on its upward trend; thus the government has to come up with new mechanisms to assist those in the lower income bracket, at a time when budget is limited," Minister Hassan highlighted. **Suite de l'article**

Appui au développement – Le projet Fandroso satisfait les promoteurs



Le projet Fandroso ou « Financement des Appuis Normalisés pour le Développement et le Renforcement des Organisations de producteurs afin de faciliter l'accès aux Services agricoles et d'œuvrer à la modernisation de l'Agriculture », est satisfait de son bilan.

Lancé en 2020 sur financement de l'Union européenne sous la composante 2 du Programme Rindra (Programme de Renforcement Institutionnel vers le Développement de la Résilience Agricole), le projet Fandroso s'étale sur une période de 36 mois et est mis en œuvre par le Fonds de Développement Agricole (FDA), sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue.

Depuis sa mise en orbite, Fandroso est parvenu à couvrir le territoire national. Sept nouvelles antennes régionales, à savoir Itasy, bongolava, betsiboka, boeny, Sofia, Sava et Diana, ont été ouvertes dernièrement. Selon les responsables, cette volonté actée de ratisser large est un grand pas vers l'atteinte des objectifs fixés notamment pour l'autosuffisance alimentaire, la gestion durable de nos ressources naturelles et l'industrialisation de Madagascar.

Le projet ambitionne en effet d'appuyer le secteur primaire malgache dans le but de booster la transformation agricole à travers des chaînes de valeurs animées par des acteurs formés et motivés. Ainsi, Fandroso va jouer un rôle de premier plan pour la matérialisation du programme d'implantation des pépinières industrielles d ans les régions e t les districts.

Suite de l'article

Lire aussi :

- https://midi-madagasikara.mg/2022/05/09/gestion-des-catastrophes-andry-rajoelina-confirme-la-participation-active-de-madagascar-2/
- https://midi-madagasikara.mg/2022/05/07/toliara-grande-marche-pour-la-securite-alimentaire/
- https://www.lequotidien.re/actualites/economie/salon-de-la-maison-moins-de-monde-plus-de-chiffre/
- https://www.al-fajrquotidien.com/sommet-mondial-des-femmes-dexpertise-70-femmes-comoriennes-beneficieront-des-formations-entrepreneuriales/

Nosy-Be : Promotion de la destination dans « 50 minutes Inside »

« Nosy-Be : le joyau de l'Océan Indien ». Tel est le titre de l'émission de « 50 minutes Inside » de TF1 qui vise à promouvoir la destination « l'île aux Parfums »dans le cadre de la relance du tourisme de Madagascar. La découverte des lémuriens et des requins baleines qui font partie des espèces faunistiques endémiques de l'île, y a été relatée afin de séduire les amoureux de la nature à venir visiter cette île paradisiaque. Force est de remarquer que de nombreuses célébrités comme le milliardaire britannique Charles Branson, Bill Gates ainsi que d'autres acteurs américains et français y ont déjà séjourné.

Destination sûre. Bon nombre de touristes étrangers n'attendent que la réouverture des frontières pour préparer leur voyage à la découverte de cette destination très prisée sur le marché international. Il est à rappeler que Madagascar est classé par le magazine américain Vogue parmi les 10 plus belles destinations au monde. C'est également une destination sûre par rapport à l'évolution de la pandémie de Covid-19 dans le monde, grâce à l'obtention du « *Safe Travels Stamp* » octroyé par le Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme ou World Travel and Tourism Council (WTTC). Cela fait suite à une évaluation positive de ses protocoles d'hygiène appliqués aux métiers du tourisme.

Optimistes. Par ailleurs, l'émission « 50 minutes Inside » a également évoqué l'amélioration de la capacité d'accueil des touristes en citant entre autres, le couple franco-malgache Fabrice et Stéphanie Vigier qui sont propriétaires d'un hôtel de luxe à Nosy-Be. Optimistes à la relance du tourisme, ils ont procédé à l'extension de leur établissement en vue d'attirer plus de touristes internationaux à choisir cette destination qualifiée d'authentique.

Lire aussi : https://lexpress.mg/07/05/2022/tourisme-trois-mille-croisieristes-japonais-attendus/

Conservationists track 'Mario' and 'Norbet' around Fregate in Seychelles

By: Salifa Karapetyan Edited by: Betymie Bonnelame



Norbert, the tortoise, was surprisingly active and travelling a lot from Anse Parc. (Fregate Island Private)

(Seychelles News Agency) - Conservationists and eco-tourists on Fregate Island in Seychelles are now able to use a phone app to track the movements of Mario and Norbert, two Aldabra giant tortoises, following the recent tagging of the giant reptiles with GPS trackers.

The island's deputy conservation manager, Anna Zora, told SNA that the conservation team wants to understand if the movement of the tortoises around the island is seasonal, food related, or something else.

So far, the team has noticed that Norbet is surprisingly active and travelled a lot from Anse Parc, where he was tagged on October 20, to Banyan Hill and back which is around 700 m away.

"For now, Norbert has been moving between two different areas on a regular basis. The second tortoise with the GPS, Mario, managed to cross the island in eight days," said Zora.

Fregate island covers an area of 2.7 kilometres.

Zora added that it is too early to make an assumption as to why they move in certain directions.

Fregate, the easternmost granitic inner island of the archipelago, is home to over 3,000 Aldabra giant tortoises, the largest population of giant tortoises outside of Aldabra, the southernmost atoll in Seychelles, where up to 100,000 are found.

"We know that the tortoises move around the island but we don't know how long they take to move, if they always move to and from the same locations, and how often," said Zora.